

Questions orales

Canada sont surveillées par les Russes? Peut-il nous communiquer les résultats de cette enquête? Peut-il aussi nous dire s'il a pu découvrir si les Russes ont des stations d'écoute au sol au Canada comme celles qui, paraît-il, existent dans les consulats russes aux États-Unis et à l'ambassade de Russie à Washington?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications): Monsieur le président, je ne saurais répondre à la deuxième partie de la question de l'honorable député, sur laquelle je ne possède aucun renseignement. Pour ce qui est de la première partie de la question, le gouvernement est conscient depuis très longtemps, et l'était bien avant la parution des articles auxquels l'honorable député fait allusion, du fait que les communications téléphoniques ne sont pas à l'épreuve de certaines écoutes, à cause de l'utilisation des faisceaux hertziens ou réseaux micro-ondes le long de certaines voies de transmission. En raison de ce danger, dont le gouvernement est conscient, des recommandations sont faites à tous les gens qui doivent transmettre ou recevoir de l'information dite «classifiée» de ne pas utiliser le téléphone à cette fin. Quand il est absolument nécessaire d'utiliser le téléphone, dans certains cas, particulièrement pour des communications ayant trait à nos accords de défense avec nos alliés, on a recours à des appareils très coûteux pour chiffrer les communications à un bout et les déchiffrer à l'autre. Le ministère des Communications est aussi très conscient de ce danger, et exige toujours que les réseaux micro-ondes soient situés dans les endroits géographiques les plus susceptibles de les protéger contre ce type de danger. Toutefois, je dois dire à l'honorable député que, dans l'état actuel de la science, il faudra attendre jusqu'au développement des communications par fibre optique, ou par laser, pour éliminer complètement le danger auquel il fait allusion.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA POSSIBILITÉ D'INTERCEPTION DE CONVERSATIONS TÉLÉPHONIQUES PAR LES RUSSES—LES MESURES DE PROTECTION ENVISAGÉES**

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La Commission Rockefeller, aux États-Unis, qui a examiné le problème que pose l'écoute par les Russes des appels téléphoniques interurbains des citoyens américains, a conclu, et je cite:

Voilà qui fait planer une menace véritable; que des Américains usagers du téléphone, soient choisis pour faire éventuellement l'objet de chantage, ce qui pourrait influencer sérieusement leur manière d'agir ou même, dans certains cas aboutir à leur recrutement par les services d'espionnage.

Quelles mesures le gouvernement prend-t-il pour s'assurer que les conversations téléphoniques ne sont pas écoutées par les Russes et de quelle protection peuvent être assurés les simples citoyens que les Russes ne feront pas de chantage auprès d'eux du fait de leurs conversations téléphoniques interurbaines?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, les commentaires auxquels le député fait allusion, sont fondés sur des articles et nouvelles purement spéculatifs. Je n'ai pas

[M. Beatty.]

l'intention de répondre à cette question qui ne s'appuie que sur des données spéculatives.

* * *

L'AGRICULTURE**LES CONTINGENTS AMÉRICAINS SUR LES EXPORTATIONS DE BŒUF—LES MESURES PRÉVUES APRÈS L'ÉCHÉANCE**

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Des négociations ont commencé il y a plus d'une semaine à Washington et les contingents globaux sur les exportations de bœufs canadiens existent depuis près d'un an; aussi, quelle politique le gouvernement va-t-il adopter pour les prix de soutien ou des contingents limite sur le bœuf canadien après le 11 août, date d'échéance des contingents actuels?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai dit que j'annoncerai le 12 août notre décision ou notre position et je le ferai.

* * *

LE CANADIEN PACIFIQUE**LA SUPPRESSION DE POSTES SUR CERTAINES LIGNES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Le ministre ordonnera-t-il au Canadien Pacifique de cesser de supprimer des postes de serre-freins sur les lignes principales et aux gares de triage, surtout que le juge Hall n'a pas encore fait rapport au gouvernement à propos de l'importance des équipes pour les trains?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai à ce sujet et je donnerai une réponse au député.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'INCARCÉRATION DES MISSIONNAIRES NORMAN ET JEAN JOHNSON AU VIETNAM—LES DÉMARCHES POUR LA LIBÉRATION**

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au sujet des missionnaires canadiens Norman et Jean Johnson. Le ministre peut-il dire à la Chambre si des progrès ont été accomplis en vue d'obtenir la libération de ces missionnaires canadiens du Vietnam?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai informé le député il y a quelques jours que j'avais pris des mesures supplémentaires en vue d'attirer encore une fois l'attention du G.R.P. sur leur cas. Je n'ai pas d'autre information à communiquer aujourd'hui.